

La notion d'impérialisme est-elle «ringarde» ?

Dans cet ouvrage ⁽¹⁾ j'emploie fréquemment le terme d'«impérialisme», au sens où l'entendait Rosa Luxemburg, auteure qui soulignait la permanence de l'accumulation primitive du capitalisme. Selon certains de mes critiques, ce terme serait aujourd'hui dépassé, voire ringard, car il rappellerait trop la conception qu'avait Lénine des rivalités inter-impérialistes. Il faudrait donc reléguer ce concept au rebut des idéologies usées.

Différentes formulations récentes cherchent à rejeter en bloc la notion d'impérialisme, jugée automatiquement «léniniste». Pour désigner le triomphe du «consensus de Washington» qui consacre la domination mondiale des Etats-Unis certains évoquent un «ultra-impérialisme à la Kautsky» ou bien un vague «Empire» (Negri et Hardt) qui serait omniprésent, tout en ayant ni nom ni visage concret. Je suis en total désaccord avec ces différentes démarches.

Il est exact que, après 1945, les États-Unis ont réussi à neutraliser l'Europe et le Japon, leurs rivaux impérialistes pendant toute une période, et que nous ne sommes pas encore complètement sortis de cette époque ⁽²⁾. Mais la rivalité soviéto-américaine de 1945 à 1991 n'était-elle pas une lutte entre deux impérialismes ? L'URSS, qui a systématiquement pillé l'Europe de l'Est par l'intermédiaire du Comecon, n'était-elle pas une puissance impérialiste ?

Il nous faut pousser notre interrogation plus loin: qu'est-ce exactement que l'impérialisme ?

Dans le débat entre Lénine et Rosa Luxemburg (je soutiens la position de la seconde), c'est le «mécanisme» essentiel du système ⁽³⁾ qui différencie leurs explications: pour Lénine, l'exportation des capitaux; pour Luxemburg, la permanence de l'accumulation primitive (c'est-à-dire l'absence d'échange d'équivalents avec les populations en dehors du rapport immédiat Capital-prolétariat).

Il est vrai que, pour Rosa, l'accumulation primitive caractérise le capitalisme, et pas simplement l'impérialisme (n'en déplaise aux trotskystes qui utilisent ces termes de façon interchangeable et à tort, selon moi). Mais ceux qui veulent rejeter ou amender sérieusement le concept de l'impérialisme croient-ils vraiment que la relation entre les Etats-Unis et l'Amérique latine (à commencer par le Mexique et l'Amérique centrale) n'est pas impérialiste ? Et que pensent-ils de la relation de l'Amérique avec l'Afrique, de la nouvelle ruée vers les matières premières, à commencer par le pétrole ? Qu'opinent-ils des rapports des Etats-Unis avec la Chine et l'Inde (qui seront bientôt des rivaux sérieux) et avec l'Asie ?

Les Etats-Unis entretiennent une énorme bulle financière fictive: entre 12 et 13 000 milliards de dollars sont détenus à l'étranger, principalement dans les Banques centrales. Une telle situation ne constitue-t-elle pas un exemple flagrant d'«absence d'échange d'équivalents» avec, par exemple, les puissances de l'Asie orientale ? Ces dernières produisent, l'Amérique consomme, et, en échange, elles reçoivent des tonnes de billets verts dont la valeur ne cesse de se déprécier et qu'elles stockent dans leurs banques centrales.

Comme le souligne Michael Hudson dans une interview parue dans le numéro de septembre 2008 de *Counterpunch*, le renflouement, par le gouvernement Bush, de Freddie Mac et Fannie Mae (les deux principaux organismes de refinancement hypothécaire aux Etats-Unis sont de statut privé mais ils exercent – paraît-il – des «missions de service public» ! *NdE*) est directement déterminé par le fait que les principales économies asiatiques détiennent une part énorme de leur dette. L'agressivité de la politique étrangère et le développement formidable de l'arsenal militaire des Etats-Unis ont pour fonction, entre autres, d'obliger le reste du monde à conserver «l'étalon-dollar».

Et cet étalon-dollar n'est-il pas impérialiste ?

Dans le cas où, et au moment où ces puissances asiatiques décideraient qu'elles en ont assez – et cette question est largement discutée, *off the record* généralement, en Asie ⁽⁴⁾ – ne décideront-elles pas de réduire leurs pertes et de réorganiser leurs relations régionales afin de mettre un terme à leur exploitation par les États-Unis ?

Tout ce que font les Etats-Unis en Asie orientale, à commencer par la façon dont ils manipulent la question coréenne, potentiellement explosive, toute leur stratégie, donc, vise à maintenir un déséquilibre permanent de façon à empêcher une telle évolution.

La relation qu'entretient le Japon avec le reste de l'Asie, particulièrement l'Asie du Sud-Est, n'est-elle pas impérialiste ? Le fait que 4 000 entreprises coréennes investissent en Chine n'est-il pas impérialiste ? La domination de plus en plus forte de l'Allemagne en Europe de l'Est n'est-elle pas impérialiste ? Beaucoup d'entreprises allemandes délocalisent en Pologne, en République tchèque, etc., mais je ne vois pas beaucoup d'entreprises polonaises et tchèques investir en Allemagne.

On observe des migrations massives de travailleurs, souvent jeunes et instruits, de l'Europe de l'Est vers l'Europe occidentale. Sans parler des migrations de main-d'œuvre du monde non occidental dans son ensemble vers les pays occidentaux. Tout cela ne correspond-il pas à l'«absence d'échange d'équivalents» dont parlait Rosa Luxembourg ? Je ne vois pas beaucoup de travailleurs étatsuniens chercher du travail en Amérique latine.

Certes, le Japon et l'Allemagne, les deux principales puissances occidentales après les États-Unis, courbent encore le dos devant l'hégémonie des États-Unis, mais les sceptiques pensent-ils que cette situation est éternelle ⁽⁵⁾ ? Ils pourraient m'objecter que le spectre périodique de Rapallo (celui d'un rapprochement germano-russe, comme en 1922) sert surtout d'épouvantail en matière de politique intérieure dans ces deux pays, mais la nouvelle extrême droite russe ⁽⁶⁾ ne partage certainement pas cette opinion, et elle a désormais l'oreille du pouvoir – à mon avis, elle en bénéficie depuis déjà un certain temps.

La Yougoslavie a certainement montré l'impuissance politique et militaire de l'Europe, mais une fraction de la bourgeoisie européenne n'a-t-elle pas pris bonne note de cette faiblesse ? N'est-elle pas en train d'adopter des mesures pour y remédier – certes de façon très lente ? Il ne s'agit absolument pas d'une question académique, comme en témoignent les récents échecs des référendums sur le Traité constitutionnel européen en France, aux Pays-Bas et en Irlande.

On m'a m'objecté que les rivalités inter-impérialistes furent jadis principalement encouragées par les pays capitalistes qui s'étaient développés tardivement (Allemagne, Italie et Japon). Une telle remarque me semble ignorer superbement les rivalités entre les impérialismes plus anciens (britannique, français, belge, néerlandais et portugais), mais elle s'applique certainement à la situation actuelle. Qu'est-ce que la Chine aujourd'hui, sinon une puissance capitaliste dont le développement est tardif et qui a tout intérêt à remettre en cause le statu quo international en faveur des États-Unis ?

Je me permettrai de citer un exemple très récent (septembre 2008). Le puissant fonds souverain de la Chine populaire vient d'attirer le Costa Rica dans son escarcelle, l'éloignant ainsi de sa précédente alliance commerciale avec Taiwan, et intervenant donc dans l'arrière-cour des États-Unis.

Il est exact que l'ordre mondial dominé par les États-Unis, et institutionnalisé dans les accords de Bretton Woods en 1944, a remplacé le modèle de l'impérialisme théorisé par Lénine en 1915 (modèle déjà erroné à l'époque). Mais la situation est loin d'être aussi fluide et homogène que voudraient le croire les partisans d'un «ultra-impérialisme» à la Kautsky. Une telle conception oublie trop rapidement les négociations amicales et la coopération entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne (hitlérienne) qui se déroulèrent, entre cocktails et parties de tennis, à la Banque des règlements internationaux de Bâle, au cours de la Seconde Guerre mondiale. Jusqu'en 1943 (jusqu'à Stalingrad) toutes les puissances occidentales acceptèrent que le Reichsmark soit la monnaie de réserve du monde après la fin de la guerre (pourquoi laisser une simple petite guerre mondiale interférer avec l'architecture monétaire internationale ?) Après 1943, le consensus se déplaça vers l'adoption d'un système fondé sur le dollar et la livre qui triompha à Bretton Woods ⁽⁷⁾.

Après 1945, si l'on oublie, pour un temps, la rivalité américano-soviétique, il est exact que l'ordre international a mis au second plan les rivalités inter-impérialistes entre les trois principaux centres capitalistes que sont l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie orientale (d'abord le Japon, puis la Corée et enfin Taiwan). La lutte entre les différents impérialismes s'est transformée en une succession de guerres par procuration dans le tiers monde ⁽⁸⁾. Après 1945, pas une seule année ne s'est écoulée sans qu'éclate un conflit quelque part; il s'agissait le plus souvent de guerres par procuration entre les deux principaux blocs. Entre 1945 et le début des années 1990, plus de personnes ont trouvé la mort durant ces conflits que durant la Seconde Guerre mondiale. Au début des années 1990, les guerres au sud de l'Afrique^a, qui

^a Un seul exemple, celui des guerres du Congo de 1996 à 2002. Elles illustrent le rôle dévastateur des États-Unis dans le «continent noir». L'Amérique (et bien sûr la France) a soutenu la dictature de Mobutu en fournissant plus de 300 millions de dollars en armes et 100 millions de dollars en formation militaire. Mobutu a utilisé cet arsenal pour réprimer son peuple pendant trois décennies, jusqu'à ce que son régime soit renversé par Laurent Kabila en 1997. Lorsque ce dernier a pris le pouvoir, l'administration Clinton lui a rapidement offert d'entraîner les forces armées congolaises. Bien qu'ils aient critiqué

ont impliqué neuf pays, ont, à elles seules, tué 4 millions de personnes, plus que durant la guerre de Corée ou du Vietnam. Et ces guerres autour du Congo ne s'arrêtent pas.

Les partisans de la thèse d'un nouvel ordre mondial «ultra-impérialiste» après 1945 suggèrent également que les capitalistes européens (allemands surtout) et japonais sont ceux qui ont le mieux tiré leur épingle du jeu à la suite de leur défaite. Nous allons examiner cette hypothèse de plus près.

En dehors de les traiter comme des associés-adjoints, qu'aurait pu, ou dû, faire le Capital américain, si l'on part de son point de vue ? La possibilité d'une révolution ouvrière après 1945 semblait assez réelle, sans compter les protestations des GI's dans toute l'Europe et en Asie qui exigeaient d'être rapatriés chez eux plutôt que d'écraser des insurrections populaires. Certains tentèrent habilement de présenter ces insurrections potentielles comme des complots «fomentés à Moscou», alors que Staline, après Yalta, était d'accord avec les Américains pour empêcher qu'elles éclatent. En particulier après que les Alliés eurent délibérément bombardé les concentrations ouvrières dans les pays de l'Axe (Milan en 1943, suite à une vague de grèves; Hambourg pour détruire les quartiers où le KPD était implanté). Tout le monde, de l'OSS (les services secrets américains) à la Gestapo ⁽⁹⁾ se souvenait comment s'était terminée la Première Guerre mondiale en 1918, et tous les Etats étaient déterminés à empêcher que ces événements se répètent.

On ignore souvent que 80% des usines allemandes (bénéficiant d'importantes participations américaines et anglaises) étaient encore intactes, en 1945, parce que les Alliés bombardèrent délibérément les voies ferrées, les ponts et les quartiers populaires pour paralyser la production. Ils dévoilaient ainsi leur besoin de procéder à de nouvelles alliances contre l'Union soviétique après la fin du conflit mondial. La ville d'Essen fut bombardée et pratiquement rasée, sauf l'usine Opel, qui avait de gros actionnaires britanniques.

Dans de telles circonstances, les planificateurs américains se sont trouvés un peu dans la position de Rome après la destruction de Carthage.

Rappelons qu'ils plumèrent également le Royaume-Uni, le plus grand perdant de tous, en s'emparant de ses participations dans des sociétés outre-mer ou des sociétés britanniques elles-mêmes, par exemple en Amérique latine, pour payer le programme Lend-Lease⁽¹⁰⁾. Qui pouvait s'opposer à leur puissance ? Bien sûr, ils «voulaient» éviter que se produisent de nouvelles guerres de destruction massive et que revienne le chaos général de l'entre-deux-guerres, en particulier à cause des intérêts de classe qui étaient en jeu et étaient devenues primordiales pour toutes les élites intéressées.

Les classes capitalistes vaincues (allemande, italienne et japonaise) ont finalement réalisé une assez bonne affaire (certainement meilleure que les perdants de la Première Guerre mondiale, à commencer par l'Allemagne), tant qu'elles étaient disposés à payer un tribut considérable au centre impérial représenté par les Etats-Unis. Elles l'ont payé par le biais de la surévaluation du dollar, qui est apparue nettement dès le début des années 1950, même s'il a fallu qu'elles crachent au bassinet pendant encore 20 ans avant que des mesures correctives soient prises. Ensuite, les Etats-Unis, en toute bienveillance, imposèrent au monde entier un étalon-dollar total (par opposition au système de Bretton Woods partiellement fondé sur l'or). Rappelons que, dans les années 1960 (comme le soulignèrent De Gaulle et Rueff ⁽¹¹⁾, s'exprimant au nom du Capital français), les États-Unis achetèrent des actifs européens en profitant des dollars surévalués provenant du déficit de leur propre balance des paiements.

Les capitalistes européens et japonais, qui avaient soutenu les tentatives ratées de leurs pays de créer un empire furent certainement reconnaissants aux Etats-Unis, tout comme le furent les responsables fascistes (après qu'on en eut exécuté quelques-uns pour le spectacle) qui se remirent au travail et devinrent de valeureux «combattants de la liberté» contre le communisme, avec le soutien des États-Unis, dès 1950. Sans parler de tous les nazis que le gouvernement américain et l'Eglise catholique aidèrent à fuir en Amérique latine et au Moyen-Orient (pays dont ils influencèrent gravement la politique, cf. l'Égypte de Nasser ou l'Argentine de Peron) ou ceux qui furent admis directement aux États-Unis.

Pour ne citer qu'un exemple, Reinhard Gehlen, chef du renseignement militaire allemand et vieux copain des frères Dulles^b, fut chargé des services de renseignements de l'OTAN au début des années

les gouvernements impliqués dans le conflit, les Etats-Unis ont alimenté les arsenaux de huit des neuf gouvernements africains directement impliqués dans la guerre qui a ravagé la RDC depuis 1997 (NdE)

^b Le diplomate John Foster Dulles fut secrétaire d'Etat d'Eisenhower au début de la guerre froide – de 1953 à 1959 – et son frère, Allen Dulles, directeur de la CIA de 1953 à 1961, après avoir servi dans l'OSS durant la Seconde Guerre mondiale. Tous deux trempèrent dans toutes sortes de magouilles et de complots politiques (NdE).

1950, et il mobilisa les mêmes réseaux fascistes en Europe de l'Est qu'il avait utilisés pendant la guerre (12).

Enfin, n'oublions pas les différentes activités britanniques et françaises durant les années 1960 dans leurs sphères impériales de plus en plus réduites – Kenya, Malaisie, Indochine, Algérie – et les machinations françaises au Rwanda et en Afrique francophone – par opposition aux innombrables guerres locales par procuration soutenues par les Américains et les Soviétiques.

Les principales puissances capitalistes ont conclu des arrangements entre elles, tandis que les peuples des pays capitalistes moins avancés ont dû, pendant des décennies, payer le prix des manœuvres de la CIA en Amérique latine, en Afrique et en Asie ou des interventions militaires (quand ces manœuvres échouaient) pour maintenir en place des régimes dociles. Je ne distingue pas bien comment ces événements s'intègrent dans la vision d'un «ultra-impérialisme» à la Kautsky.

Il ne faut certes pas négliger l'absence de conflit militaire entre les grandes puissances durant les six dernières décennies, mais ce serait une erreur d'extrapoler à partir de cette période et d'en déduire une caractéristique définitive du système. Toutes les guerres par procuration citées ci-dessus ont remplacé, à titre temporaire, les affrontements directs précédents. Les grandes familles mafieuses collaborent entre elles afin de mettre au pas les petits gangs, jusqu'à ce que l'équilibre des pouvoirs entre les principales familles soit remis en cause. Après 1945, on observe en effet un changement d'orientation. Si des guerres par procuration existaient avant la Seconde Guerre mondiale (13), elles n'étaient pas prépondérantes comme cela se passa après 1945. Mais il s'agit d'un phénomène très différent de l'«ultra-impérialisme» à la Kautsky.

Après la crise de 1989-1991, la Russie et la Chine (pour cette dernière le processus avait commencé avant) mais aussi les «mouvements de libération nationale» soutenus par ces deux puissances dans le cadre de guerres par procuration, ne sont plus apparues comme des «solutions alternatives» au capitalisme occidental. C'est pourquoi les partisans de la théorie d'un «ultra-impérialisme» à la Kautsky considèrent que le «consensus de Washington» a triomphé bien au-delà de ce qu'ils pouvaient imaginer.

Ils ont peut-être eu raison pendant une brève période, mais l'islam radical (en Iran, en Égypte, en Palestine, au Liban, en Afghanistan, au Pakistan, en Égypte, en Algérie, au Yémen, dans diverses ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, et dans la province chinoise du Sinkiang) est rapidement intervenu pour combler la brèche. L'OTAN est en train de perdre la guerre en Afghanistan; le Pakistan, pourtant doté de l'arme nucléaire, suit le même chemin (et les conséquences seront encore plus terribles à l'avenir); et la stabilisation de l'Irak repose sur la capacité de contenir la révolte de la majorité chiite liée à l'Iran. Ces différents conflits ne peuvent être expliqués par la seule influence d'al-Qaïda (quel que soit ce que ce mouvement représente).

La domination impérialiste des Etats-Unis a certes connu un certain déclin depuis que ce pays est apparu en 1991 comme l'«unique superpuissance», en particulier sous la présidence néo-conservatrice Bush-Cheney. Les élections américaines de 2008 ont un enjeu subliminal: la classe capitaliste des États-Unis essaie de mettre un nouveau visage sur une hégémonie en pleine érosion. Mais, à mon avis, penser que les États-Unis et la Chine ont établi les bases d'une cohabitation à long terme, ou que six décennies d'absence de confrontation entre les États-Unis, l'Europe et le Japon, ont mis un terme définitif aux rivalités inter-impérialistes me semble une position extrêmement complaisante.

Notes

1. Il s'agit du premier volume de *Revolution in our lifetime, Demain nous vivrons la Révolution* (N.d.T.)

2. Cf. les différents textes du site Break Their Haughty Power <http://home.earthlink.net/~lrgoldner>, à commencer par «Capitalism on the Brink: World Accumulation Since the Collapse of the Bretton Woods System» (1976).

3. Cf. «Le Capital fictif pour les débutants, ou la pertinence de Rosa Luxembourg», août 2007, dans ce volume, p. 39.

4. Cf. le chapitre 7 «The Dragon's Fey Friend on Chinese-Japanese relations» in E. Fingleton, *In the Jaws of the Dragon. America's Fate in the Coming Era of Chinese Hegemony*, New York 2008. pp. 214-256. Fingleton n'est pas un révolutionnaire et il se revendique d'un «mercantilisme scientifique». Journaliste économique basé à Tokyo, il a écrit plusieurs livres (*Blindside*, 1995 et *Unsustainable*, 1993 et 2003) qui décrivent de façon lucide le déclin de l'Amérique et l'essor de l'Asie. Dans la section «Le Japon pourrait-il abandonner l'Oncle Sam ?» (p. 217 et suivantes), il écrit: «Même si les dirigeants japonais seraient les derniers à l'admettre, ils ont probablement compris plus tôt et plus clairement que

quiconque à quel point la stratégie économique américaine a été erronée au cours des dernières décennies. Ils ont aussi suivi de près la stratégie de la Chine et ont donc senti depuis longtemps que la Chine était un allié dont il fallait cultiver l'amitié.»

5. Cf. Fingleton, *ibid.*

6. Cf. un article du *Financial Times*, le 9 septembre 2008, sur l'extrême droite radicale russe et son influence au plus haut niveau, <http://www.ft.com>

7. On trouvera une remarquable description de la collaboration entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale dans le livre de James Stewart Martin, *All Honorable Men* (New 1950), disponible en ligne.

8. P. Brogan, *The Fighting Never Stopped. A comprehensive guide to world conflict since 1945*, New York, 1990.

9. Tim Mason, *Nazism, fascism and the working class*, Cambridge University Press, 1995.

10. Michael Hudson décrit cette escroquerie dans *Super-imperialism* (New York 1972; réimpression 2002). Le Royaume-Uni a été le plus grand perdant de la Seconde Guerre mondiale, en raison de l'étreinte mortelle de son alliance avec les États-Unis. Avec des alliés comme les États-Unis, qui a besoin d'ennemis ? (Ce programme d'armement financé en prêt-bail permit aux États-Unis de fournir les pays amis en matériel de guerre sans intervenir directement dans le conflit, *NdE.*)

11. Cf. entre autres écrits, Jacques Rueff, *Inflation et ordre monétaire international* (Paris, 1967).

12. Reinhard Gehlen, *The Service*, New York, 1972. Aussi E.H. Cookridge, *Gehlen, The Spy of the Century*, New York, 1971.

13. On oublie que la Grande-Bretagne et la France ont failli entrer en guerre l'une contre l'autre à propos de la colonisation de l'Afrique, à Fachoda, en 1898. Cet affrontement permit aux Britanniques de stopper l'expansion française en Afrique et de marquer leur suprématie. Toutes les puissances belligérantes pendant la Première Guerre mondiale entraînent des forces coloniales qui participèrent à des escarmouches avec leurs rivaux des colonies.

(Traduit par Yves Coleman)